
ICANN82 | Forum de la communauté – Réunion du GAC Afrique
Lundi 10 mars 2025 – 16h30 à 17h30 PST

CHRISTINE ARIDA

Bonjour et bienvenue à la session Afrique. Nous avons un formidable ordre du jour. Aujourd'hui, nous sommes en excellente compagnie. Je suis Christina Arida, vice-présidente du GAC. À mes côtés, Nico Caballero, président du GAC et également le directeur général de l'organisation Smart Africa. Il y a également Bob Ochieng, directeur des nouveaux programmes de gTLD de l'ICANN org, et Rodrigo Guiguemde de Smart Africa également. Aujourd'hui, nous allons écouter un point de situation de Smart Africa sur les initiatives intelligentes relatives aux questions de gouvernance sur le continent. Et il y aura également des faits saillants sur la nouvelle série de gTLD pour l'Afrique. Puis l'on va soumettre un appel à l'action pour la région. Sans plus attendre, je vais donner la parole à Nico pour ses propos liminaires.

NICOLAS CABALLERO

Merci beaucoup. C'est un honneur d'être ici, parmi vous. Il y a la nouvelle série de gTLD, mais il y a toute une série de questions qui importent pour le continent africain. Ce que je peux vous dire, c'est que vous êtes entre d'excellentes mains. Christina Arida, vice-présidente au GAC, Manal, ancienne présidente du GAC et qui

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

participe à cette réunion. Et je dirais que leur participation garantit une assurance qualité maximale. Il y a également Rodrigue Guiguemde. J'espère que je prononce bien le prénom et le nom. Sinon, il y a M. Kone également. Oui, M. Kone, très bien. Et à ma droite, Bob Ochieng. Je m'en sors bien aujourd'hui avec mes efforts de prononciation. Cette session va durer une heure et il y aura beaucoup d'éléments à évoquer. Christine a déjà évoqué quelques sujets en particulier. Tout ce que je peux vous dire, c'est de préparer d'excellentes questions, tenter de participer à la discussion. Vos questions, vos réflexions sont les bienvenues. Donc vraiment participer. Et je vais tenter de revenir dans 45 minutes. Bon, j'ai une autre réunion et j'ai deux réunions en même temps, donc je m'en excuse. Mais vous êtes entre d'excellentes mains. Cela va être une formidable session. Sans plus attendre, je vais donner la parole à M. Kone ou M. Guiguemde. M. Koné, vous avez la parole.

LACINA KONE

Merci beaucoup, Nico. Je voudrais dire deux choses. À propos du point de situation sur l'initiative Smart Africa à propos des questions de gouvernance sur le continent, alors chez Smart Africa, il y a eu beaucoup de questions qui ont été traitées pour AfriNIC pour garantir une gouvernance numérique stable sur notre continent. Alors, premier point crucial : création d'un comité ad hoc composé de neuf membres pour superviser la mise en œuvre de la résolution qui visait à donner à AfriNIC un véritable statut d'organisation internationale. Bon, il y a eu des élections transparentes et nous pensons qu'une entité privée gérant des

biens publics, cela peut poser des problèmes, c'est certain. Point deux, réunion extraordinaire du Conseil des régulateurs africains. Une résolution a été adoptée pour mobiliser les communautés pour former un processus électoral. Donc résolution suivante : Collaboration avec les comités nationaux pour soumettre un candidat d'Afrique pour le CA d'AfriNIC. On suit également de près le processus électoral d'AfriNIC. Ce processus sera publié sur le site Web et nous encourageons également les représentants du GAC à soutenir les travaux menés au sein de l'ICANN. Nous recommandons également de nommer des représentants du GAC pour qu'ils puissent participer au forum de groupe au titre du processus ICP2. Nous voulons également soutenir les apports apportés au document ICP2 dans l'annuaire numérique de Smart Africa. Nous avons établi un processus, un réseau d'autorités de gouvernance Internet en Afrique et tout cela importe réellement. Pourquoi? Nous voulons renforcer l'obligation de rendre des comptes à un plus haut niveau. Il ne faut pas que ce soit simplement les fonctionnaires ou les ingénieurs qui doivent rendre des comptes, car parfois ils ne sont pas nécessairement en mesure, à ce niveau-là, de préserver la souveraineté numérique de notre continent. Donc, il fallait vraiment élaborer un tel réseau, un réseau qui va pouvoir superviser la gouvernance numérique du continent. Puis, point suivant sensibilisation, mobiliser les communautés pour qu'elles puissent soutenir le processus en cours pour garantir une participation plus large et pour garantir une gouvernance efficace et performante. Alors, pour ce qui est de la prochaine série, Smart Africa est prête à soutenir cette nouvelle série de gTLD et va

organiser des activités de sensibilisation pour des acteurs privés et publics. Dans le cadre de l'ASP, le programme de soutien aux candidats, il s'agit également de renforcer la compréhension des parties prenantes africaines de la nouvelle série de gTLD de l'ICANN. Le programme de soutien aux candidats – l'ASP – doit pouvoir bénéficier aux candidats en renforçant leur compréhension du processus de candidature tout en encourageant un alignement entre l'ICANN et Smart Africa et le secteur privé, tout en en identifiant les parties prenantes et un plan d'action pour soutenir les candidatures aux gTLD. Il y a près de 30 entreprises qui ont participé à cette réunion. Merci.

CHRISTINE ARIDA

Merci de ces commentaires. Il y aura désormais une présentation de Rodrigue Guiguemde qui va nous faire un point sur les initiatives de Smart Africa pour les questions de gouvernance sur le continent. Rodrigue, tu as la parole.

RODRIGUE GUIGUEMDE

Merci Christine. Merci à vous tous d'être venus dans cette pièce ce soir, cet après-midi. Nous voulions vous faire un point quant aux éléments que nous voulons mettre en place pour résoudre les questions de gouvernance Internet sur le continent. Vous le savez, il y a de nombreux défis qui sont les nôtres et nous voulions vraiment réfléchir à la façon dont Smart Africa pouvait rendre notre approche plus robuste en matière de gouvernance Internet et de protection des infrastructures critiques sur le continent. Je veux

vous faire un topo relatif Relatifs aux orientations que les membres du CA de Smart Africa nous ont donnés. Alors, à propos de la question AfriNIC notamment l'année dernière, il y a eu un sujet, vous le savez. Donc, ces orientations transmises par les membres du conseil d'administration de Smart Africa avaient trait à un ensemble de mesures à mettre en place pour changer les statuts de l'AfriNIC et pour faire œuvre de diplomatie, notamment dans nos relations avec le gouvernement chinois. Voici les principales résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration. Évidemment, Smart Africa a adopté des mesures et l'une des premières mesures a été de créer un comité ad hoc pour suivre de près le déploiement de cette résolution et pour garantir une élection transparente. Ce comité ad hoc se concentre sur le soutien à apporter aux réflexions quant au nouveau statut de l'AfriNIC. C'est la première mesure que nous avons adoptée. Puis il y a une autre mesure qui a été adoptée et qui a trait au cadre de suivi. Notre directeur général nous a parlé d'un conseil d'autorité de gouvernance Internet du continent. Et cela importe beaucoup pour nous. Nous avons besoin que les représentants des gouvernements africains appuient nos efforts en ce sens. Point suivant. Nous avons mené des actions de sensibilisation auprès de certains pays pour qu'ils puissent soutenir le processus. Parfois, la communauté a besoin d'un tel soutien pour réellement comprendre dans un premier temps ce que l'on traite et comment l'on peut mettre en place de nouvelles choses. Nous avons tenté de nous aligner sur les orientations transmises par le conseil d'administration. Nous tentons d'être en contact permanent avec le gouvernement chinois

afin d'évoquer ces questions et de trouver une solution. L'année dernière, nous avons organisé un conseil extraordinaire des régulateurs. C'est essentiel selon nous, car les autorités de régulation nous permettent d'accéder à toute la communauté et de mettre en place les bonnes choses nous permettant de soutenir l'AfriNIC. Donc voilà un autre point. Et évidemment, il y a d'autres points liés à la cyber diplomatie. Et notre directeur général s'est rendu à Maurice et a parlé avec les autorités mauriciennes afin qu'elles puissent nous aider à organiser des élections transparentes. Voici les principaux éléments. Évidemment, nous avons besoin du soutien des gouvernements pour ce processus. Les responsables de la réglementation sont les principales parties prenantes, évidemment à soutenir. Mais nous avons besoin de vous. Nous voulions en parler avec vous pour vous tenir au courant, mais également pour savoir comment vous pouvez nous aider. Car au GAC, il y a des représentants du ministère, tandis que d'autres viennent des régulateurs. Nous voulons vraiment votre soutien en la matière, car ce sont des ressources qui sont des ressources qui sont nécessaires pour tout le continent. Et il faut vraiment que l'on résolve le problème. Alors, sur ma deuxième planche, je vais vous parler de quelques-unes des résolutions qui ont été prises lors de cette réunion extraordinaire organisée l'année dernière. Comme je l'ai dit, ce conseil que j'ai évoqué est un organe que l'on veut vraiment autonomiser, habilitier. Donc, la première résolution que nous avons prise est la suivante. Cette résolution porte sur le fait que nous nous alignons sur le cadre que nous avons établi à Smart Africa. La gouvernance de l'Internet ne porte pas uniquement sur

les questions autour de l'AfriNIC. Nous avons une approche holistique. Dans le cadre de Smart Africa, nous essayons de lancer en fait un plan d'action et le Conseil a pris acte des récentes évolutions puisque durant cette réunion, nous avons partagé les dernières évolutions et les faits intervenus concernant les questions relatives à AfriNIC. Il faut savoir que c'est un dossier que nous traitons depuis longtemps et il était très important pour nous de parler des derniers faits intervenus. Troisième point. Nous avons pris la décision avec les autorités de réglementation. La plupart sont représentées ici dans la salle. Tout d'abord, le Conseil a décidé de collaborer avec les communautés nationales pour soumettre des candidats ou présenter des candidats. C'est très, très important. En tant que régulateur, vous vous chargez de suivre l'écosystème dans votre pays. Donc bien sûr, les FAI ou encore les autres fournisseurs sont vos interlocuteurs. Eh bien, vous pouvez effectivement les solliciter. Smart Africa, en fait, a établi une liste de candidats et nous voulons utiliser cette liste pour vraiment voir avec toutes les parties prenantes d'être sûrs d'avoir de bons candidats pour les prochaines élections. Elles se tiendront en avril de cette année et il est très, très important effectivement de participer à ce processus et de l'appuyer, bien sûr. Ce conseil est convenu de créer des groupes de travail et de rester en contact pour vraiment partager les informations pertinentes. J'ai vu bon nombre d'initiatives autour de cette question de l'AfriNIC. C'est une bonne chose. Nous ne sommes pas en train de dire qu'il nous faut uniquement nous centrer sur les processus Smart Africa. Toute initiative est bonne en soi, mais nous devons nous assurer que

toutes ces initiatives visent à résoudre la question d'AfriNIC. Sixième point. Le Conseil a encouragé les membres à participer à l'Assemblée générale d'AfriNIC à Maurice. Et c'est vrai que face à toute assemblée générale, il vaut mieux que tous les participants se mobilisent. Par le passé, il n'y a pas eu de grande mobilisation autour d'AfriNIC et nous voulons que les membres et les bonnes personnes – et là je parle bien des dirigeants qui peuvent prendre des décisions, il est important que toutes ces personnes-là, que toutes ces parties soient présentes à l'Assemblée générale. À Istanbul, me semble-t-il, nous avons parlé du processus ICP2 et nous nous sommes rendu compte qu'il y avait en fait des représentants africains qui étaient nommés pour participer aux travaux de l'ICP2. Alors, nous espérons en fait que si au GAC, on puisse adopter une déclaration. Car effectivement, l'Afrique doit être représentée dans toutes ces instances. Et puis un dernier point. Eh bien là, on parle des représentants du GAC qui devraient appuyer les travaux que nous menons au niveau de l'ICANN, autour du processus, par exemple, de l'ICP2 et puis tout ce qui a trait aux initiatives de sensibilisation autour des questions liées au DNS. Il nous faut vraiment nous centrer sur tout cela. Nous sommes arrivés à une phase critique, donc nous devons être très ciblés. Et dans tous vos pays, vous devez vraiment suivre l'évolution des événements. Voilà, je voulais vous donner bien sûr toutes ces informations. Alors, c'est vrai que nous avons effectivement mis à l'ordre du jour le programme ASP pour l'Afrique. Donc Christine, merci beaucoup. J'espère ne pas avoir pris trop de temps.

CHRISTINE ARIDA

Merci beaucoup. Pas du tout, Rodrigue C'était parfait. Nous sommes tout à fait à l'heure. Je crois que c'est très très utile, surtout dans la lignée de notre réunion à Istanbul. Merci. Merci beaucoup. Alors je crois que là, je peux faire une petite pause pour demander à nos participants s'ils ont des questions avant de passer au point suivant. Alors, y a-t-il des questions dans la salle ou en ligne? Levez la main. Allez-y.

HERVÉ CLEMENT

Alors, vous avez mentionné le fait qu'il n'y a pas de représentants de l'AfriNIC dans le cadre de la discussion ICP2. Alors, l'élaboration de la mise à jour de l'ICP2, c'est quelque chose dont se charge le SSAC. Alors vous avez dit en fait que vous êtes très préoccupé de ne pas être représenté dans ses travaux. C'est une inquiétude pour nous. Donc l'idée, c'est effectivement d'avoir quelqu'un du conseil au sein de AfriNIC. Je ne comprends pas très bien quelle est l'idée derrière votre revendication d'avoir un représentant du Conseil au sein de l'AfriNIC.

RODRIGUE GUIGUEMDE

Oui. Alors je vais me tourner vers Christine, mais nous voulons en fait pouvoir nommer quelqu'un au groupe de travail ICP2. Mais je crois que c'est Christine qui nous aide au sein du GAC, du GAC Afrique justement, qui nous a appuyé dans cette revendication.

CHRISTINE ARIDA

Oui, oui. Alors je crois que c'est assez clair. On en a discuté lors de la dernière réunion. Nous pensons que puisque cela ne relève pas de vos compétences ni des nôtres, il est important d'avoir un siège qui est attribué à un représentant africain dans ce processus. C'est ça qui nous inquiète, car nous n'avons aucune incidence sur cela. D'autres questions à ce stade? Non. Alors, je crois que nous pouvons passer la parole à Bob Ochieng. Je crois que vous allez nous faire une présentation sur les initiatives de soutien pour la nouvelle série de nouveaux gTLD pour l'Afrique. Vous avez la parole.

BOB OCHIENG

Merci Christine. Je sais que nous avons présenté pas mal d'exposés et de mises à jour concernant les prochaines séries de nouveaux gTLD au cours des trois derniers jours. Donc les informations que je vais vous présenter vous ont déjà été présentées. Donc, il y a un peu de recoupements, mais je voulais au moins vous rappelez certains de ces éléments, surtout puisque nous sommes ici au sein de ce groupe Afrique, question de vous inviter à collaborer à ces travaux. Donc je serai relativement bref, mais je vais vous inviter à des séances ultérieures où nous allons rentrer dans le détail du programme, en particulier jeudi prochain. Très rapidement, transparent suivant. Alors ça, c'est un aperçu global de ce que nous savons déjà : Pourquoi nous utilisons les gTLD, surtout pour les IDN TLD. Alors, c'est vrai que la communauté veut que le DNS et les noms contribuent à l'inclusivité d'Internet et donc il y a plusieurs, bien sûr, raisons pour demander en fait un TLD. Que vous soyez une

entreprise, un gouvernement, une communauté autochtone, il y a quand même beaucoup de raisons. Il y a aussi des fins lucratives, d'autres pour des questions de gestion de marque, pour contrôler effectivement les politiques aussi de qui peut s'enregistrer, qui peut avoir accès au nom de domaine. C'est vraiment l'occasion que nous donnerons les prochaines séries de nouveaux gTLD. Donc, quelle que soit votre motivation, vous aurez l'occasion de poser votre candidature pour un nom lors du prochain cycle de la prochaine série. Alors, autre domaine sur lequel nous aimerions revenir et c'est un peu pour rappel, je dis bien pour rappel, car nous l'avons mis en exergue à plusieurs reprises. Je voulais simplement souligner que le programme est assez vaste et qu'il se compose de plusieurs parties ou projets. Deux projets importants. Un projet dont vous avez déjà entendu parler : le programme de soutien aux candidats qui est en cours, on l'appelle l'ASP. Alors bon, vous avez vu peut-être des candidatures passées également. Je vous rappelle les tenants et les aboutissants lors de cette session, le 19 novembre de cette année. Ce programme va clore après douze mois. Donc, c'est ce que vous voyez dans la ligne Bleue. Donc voilà, nous voulons vous rappeler pour que vous soyez informés, mais aussi n'hésitez pas à nous contacter concernant des candidatures potentielles africaines. Cette fois-ci, nous ne voulons laisser personne au bord de la route. Nous voulons que tout le monde puisse profiter de cette occasion, surtout pour les régions faiblement desservies. Et puis il y a les lignes en rouge. Ça, c'est un sous-projet que nous appelons en fait les fournisseurs de services d'enregistrement. Et puis il y a en fait l'évaluation, la pré-évaluation

de ces fournisseurs de services d'enregistrement. Alors, il y a des candidatures qui peuvent être déposées en deux phases. Alors, encore une fois, depuis le 19 novembre, des candidatures peuvent être déposées jusqu'au 20 mai 2025. Ça, ce sont des candidatures pour la pré-évaluation des RSP. Et effectivement, il y aura un prochain cycle qui sera ouvert en avril de l'année prochaine. Ce sont les deux lignes en rouge que vous voyez sur ce transparent. L'autre processus en cours et qui devrait arriver à terme et il y aura publication en décembre, c'est l'élaboration du guide de candidature qui est un petit peu le manuel pour le programme. Alors, c'est un document qui se compose de différents chapitres. Les chapitres ont été publiés pour commentaire public et nous vous invitons à y contribuer. Puisque nos régions sont invitées à contribuer à cette consultation. Ces calendriers sont très, très importants. C'est ce sur quoi nous travaillons. Et voilà ce que nous prévoyons de faire. Alors, nous espérons ouvrir ce programme vers avril 2026. Ça, c'est pour ces candidatures-là. Voilà, transparent suivant. Alors ici, en fait, nous voulions simplement mettre en évidence ce que nous entreprenons en matière de relations avec les parties prenantes. Lors du dernier cycle, lorsque nous avons enfin mis en œuvre ce cycle, c'est le cycle 2012. Et puis il y a eu en fait une enquête qui a été menée surtout pour les performances en matière de relations et de discussions avec la communauté. Il y a eu trois types de réactions. Tout d'abord, on nous a dit qu'en fait, le temps n'a pas suffi pour vraiment avoir une relation, développer une relation, avoir des discussions sur le programme. Nous espérons faire mieux cette fois-ci et c'est la raison pour laquelle

nous avons travaillé depuis quelque temps sur ce programme en espérant pouvoir mener nos efforts cette année pour pouvoir vraiment bien sensibiliser tout candidat potentiel, que ce soit pour qu'il puisse bénéficier d'un soutien ou encore que ce soit pour les gTLD afin que les candidats puissent avoir suffisamment de temps. Alors la dernière fois, concernant le soutien aux candidats, pour ceux qui se souviennent. En fait, vous avez demandé un soutien en même temps que le programme se déroulait, donc vous deviez payer en fait plein pot pour le programme. Et si effectivement, vous étiez choisi pour bénéficier d'un soutien, on vous remboursait. Bon, évidemment, ceux et celles qui n'ont pas pu vraiment recueillir les fonds nécessaires n'ont pas pu présenter leur candidature cette fois-ci. Le programme de soutien aux candidats est mené en amont pour que tous les candidats qui sont sélectionnés puissent vraiment y participer sans devoir mobiliser des fonds.

Alors, cet engagement, cette sensibilisation s'est déclinée sur le plan régional. Principaux Vous êtes les Vice-Présidents Régionaux des différentes régions. Vous savez que ICANN a également du personnel dans la région. Je suis certain que vous avez été en contact avec la plupart d'entre eux, donc ces efforts de communication sont vraiment ciblés. Nous ciblons des entités bien particulières pour ce qui est du soutien à apporter aux candidats et des entités particulières pour ce qui est des potentiels candidats à la prochaine série. Donc, le soutien aux candidats cible des entités, et pour la prochaine série on cible des candidats potentiels. Et,

pour la prochaine série, on va aller bien au-delà des simples entités. Donc, on a vraiment travaillé avec les vice-présidents régionaux pour cibler et identifier tous les potentiels candidats. Nous avons récupéré leurs contacts. Nous avons réfléchi à qui pouvait nous aider à les contacter. Ensuite, nous les avons contactés à proprement dire. C'est ce qui s'est passé en arrière-plan de tous nos efforts. Puis j'ai quelques statistiques quant à ce que nous avons accompli dans ce cadre pendant l'année 2024. Prochaine planche, s'il vous plaît.

Alors, nous sommes au mois de mars 2024 principalement. Nous avons ciblé les potentiels candidats pour leur fournir du soutien. Notamment dans les économies les moins développées où la majorité internationale, ce sont principalement les économies d'Asie du Sud et les économies africaines et qui représentent une majorité. Ce sont les pays les moins développés. Donc ça, c'était de janvier à décembre 2024 et sur 200 événements approximativement, des événements internationaux, des événements régionaux, des réunions ICANN, vous constaterez que la majeure partie des événements ont lieu dans des régions mal desservies Asie, Afrique, Amérique latine. Nous avons consacré moins de ressources à l'Europe et à l'Amérique du Nord, évidemment, dont nous sommes principalement concentrés sur le soutien apporté aux candidats, mais cela va changer cette année. Cette année, nous allons également tenter de cibler les candidats potentiels. Pour la série 2026, il faut dès à présent contacter les candidats potentiels et pas directement les candidats. En 2025,

nous nous concentrons sur une catégorie différente. Alors, le GAC et les gouvernements savent que les candidats vont provenir de toute une série d'horizons différents et un candidat a besoin de cocher beaucoup de cases. Et, les gouvernements peuvent nous aider à identifier ces candidats. Donc, on peut utiliser des réseaux pour cibler des publics particuliers. On peut par exemple tenter de communiquer avec des institutions de financement pour les sensibiliser à cette prochaine série. Parfois, l'ICANN n'a pas des relations excellentes avec ces institutions de financement et les gouvernements ont peut-être de meilleures relations avec ces institutions et nous pouvons vous aider à les engager, mais il se peut que lors de la prochaine série de gTLD vous receviez des lettres de candidats vous demandant de les soutenir et vous pouvez répondre à ces requêtes positivement ou négativement. Mais, il faut vraiment bien comprendre les questions qui nous animent et bien comprendre ces questions vous permettront de communiquer de façon adéquate avec les candidats potentiels. Il faut que les gouvernements et les membres du GAC particulièrement, suivent de près le programme de nouveaux gTLD afin de pouvoir interagir avec les parties prenantes de façon adéquate. Donc, il y a une série d'outils, il y a beaucoup de supports de présentation, de contextualisation, de webinaires que vous pouvez télécharger. Je vous encourage à consulter tous ces supports pour vous familiariser aux détails de ce nouveau programme, cette nouvelle série. Pour cette planche, vous l'avez déjà vu, il s'agit de mettre en exergue l'état des lieux actuels des candidatures au 6 mars il y a 31 demandes de soutien dans le cadre

de l'ASP, disséminées dans toute la région. En Afrique, quatre demandes. Deux venant de deux pays dans la région APAC, neuf demandes venant de six pays. Notre région GSE est inclus dans la région APAC. Voilà, donc, dans la région APAC on inclut les demandes du Moyen-Orient, par exemple dans toute la région GSE. On peut se demander si la situation est bonne, mais quoiqu'il en soit, ce rapport nous permet d'analyser la situation. Et, lorsque l'on va clore ces demandes de soutien d'ici novembre 2025, et bien on pourra savoir s'il y avait des régions où il a peut-être manqué d'un peu d'engagement. Donc, c'est la raison pour laquelle on veut impliquer le GAC et leur faire connaître ces différentes statistiques. Donc, on recueille les données tous les mois, mais ce n'est pas confidentiel, donc vous pouvez vous connecter sur le site web pour voir le nombre de demandes. Puis, nous faisons des mises à jour mensuelles pour l'équipe de révision de la mise en œuvre et si vous voulez rester au fait de ce qui se produit pour la prochaine série, et bien il y aura une mise à jour détaillée le 13 mars à 15 h, il y en aura une prochaine le 16 avril. Si vous avez d'autres questions, n'hésitez pas à me parler directement et je serai ravi de pouvoir répondre à vos questions. Merci.

CHRISTINE ARIDA

Merci. C'est très informatif. Je vous donne la parole si vous avez des questions relatives à ce sujet.

JAY SUDOWSKI

J'ai deux questions. J'apprécie et j'approuve le désir de l'ICANN à aider les pays en voie de développement à élaborer une structure d'opérateur de registre plus résiliente. L'ICANN a également l'intention de traiter la structure des bureaux d'enregistrement pour aider l'Afrique et les autres régions en voie de développement à avoir une meilleure architecture en matière de bureaux d'enregistrement pour mieux diffuser des informations relatives à l'Internet?

BOB OCHIENG

Alors, j'ai un collègue qui chapeaute l'équipe de sensibilisation. Il va pouvoir peut-être mieux vous répondre, mais quoiqu'il en soit, Smart Africa organise du renforcement des capacités, notamment pour le champ du DNS. On collabore avec les ccTLD, avec les bureaux d'enregistrement pour sensibiliser, mais également pour montrer la valeur du secteur des noms de domaine en Afrique. Nous avons notamment mené une étude sur le marché du système du nom de domaine. L'idée était de recueillir des documents relatifs aux différents économies et à la façon dont ce marché bouge. Et, l'année dernière, l'ICANN a publié un rapport sur le marché DNS de l'Afrique pour comprendre comment les différentes régions, les différents pays s'en sortent sur ce marché et savoir s'il y a à proprement parler un marché du DNS. Pierre peut-être que tu veux rebondir. En tout cas, il y a beaucoup de renforcement des capacités en la matière. Pierre, tu peux prendre la parole.

PIERRE DANDJINOU

Merci Georges pour ces questions. Il faut les poser ces questions. Alors, oui, nous comprenons que le renforcement des capacités importe évidemment et c'est au cœur de notre action. Bob a parlé de plusieurs questions, notamment la question de l'enquête menée sur le DNC. Cette enquête a révélé nos lacunes pour ce qui est des bureaux d'enregistrement. En Afrique, il y a treize bureaux d'enregistrement accrédités par l'ICANN. Nous organisons également des webinaires réguliers. Nous voulons savoir comment les choses avancent. On sait que les bureaux d'enregistrement doivent évidemment agir dans le système de nom de domaine. On sait que ces bureaux d'enregistrement ont mis en place quelques mesures, mais il y a beaucoup de problèmes qu'il faut traiter. Le marché doit croître déjà, mais il y a aussi le volet technique. Enfin, on se concentre également sur les ccTLD, donc il y a beaucoup d'activités en la matière. Pour le domaine de la sécurité du DNS. Je veux remercier nos partenaires, car nous avons lancé un institut qui s'appelle la coalition pour une Afrique numérique et nous unissons nos forces avec différents partenaires, Smart Africa notamment, pour faire plusieurs choses. Donc, il s'agit de collaborer dans les champs nécessaires. Notamment en matière de gestion des ccTLD. Il faut également réfléchir à la monétisation de ces éléments. Voici, certains des éléments que nous mettons en place avec le soutien des opérateurs de registres et des organes locaux. Merci. Je te rends la parole.

CHRISTINE ARIDA

Georges, vous aviez une question?

JAY SUDOWSKI

Oui, j'ai une question complètement différente. Imaginons qu'un candidat est validé pour ce nouveau programme. A-t-on réfléchi à un soutien financier? Il y a déjà les 25 000 \$ par an à verser à l'ICANN et certaines de ces organisations n'auront peut-être tout simplement pas beaucoup de titulaires de noms de domaine au début et donc il faudra peut-être un peu plus de temps pour qu'elles prennent leur vitesse de croisière, donc y a-t-il un volet de ce programme qui va au-delà de la simple délégation de la chaîne?

BOB OCHIENG

Donc, vous parlez en fait du programme de soutien aux candidats. Alors, le paquet de soutien en soi. Alors, je répondrai en deux parties. Je crois que nous sommes très conscients de l'élément financier. Donc, effectivement, il y a un décompte entre 75 % et 85 % des frais d'évaluation, mais je crois qu'on essaie aussi de faire aboutir certaines candidatures. Et, ça, c'est le composant non financier qui inclut certains éléments. Alors, au départ, beaucoup de formation, vous savez que vous avez un conseiller de soutien aux candidats qui forme le candidat, et puis il y a beaucoup de renforcement de capacités que nous voulons mener en faveur des candidats. Alors, c'est vrai qu'il y a les décomptes sur les frais de délégations. L'intention, c'est d'avancer progressivement. Tout

d'abord, pour ce qui a trait aux charges de l'ICANN applicable la première année, puis la deuxième année et l'année la troisième année, et ce, de manière graduelle. Je crois que vous retrouverez en fait les chiffres sur le site web. Donc, 50 % la première année, 25 % la deuxième année si le candidat poursuit son parcours. Donc, l'idée c'est de faire en sorte que les candidats qui ont bénéficié d'un soutien, qu'ils puissent continuer au-delà de trois ans, mais pour les chiffres très exacts, évidemment, là, je peux m'informer, aller les chercher sur le site web

CHRISTINE ARIDA

Merci, Merci beaucoup. Alors, j'ai Giacomo en ligne. Vous avez la parole Giacomo.

GIACOMO MAZZONE

Bonjour, merci beaucoup. J'aurais quelques questions à poser. J'ai pris part à la série précédente de gTLD pour la communauté. Alors, c'est vrai que nous avons rencontré énormément de problèmes. Ça a été même très douloureux comme expérience. Vous vous en souviendrez. Dans le soutien apporté aux candidats, est-ce que vous avez également couvert cet aspect, le soutien aux communautés candidates? Concernant le soutien aux candidates lors de la série précédente, et bien pour les candidats qui ont en fait sont entrés dans des procédures de résolution ou de règlement de litiges. Et, bien, pour certains de ces candidats, et bien évidemment, ces candidats n'ont pas les ressources nécessaires et dans ce cas-là, quand il y avait une procédure de règlement de

litiges, ces candidats ont échoué. Est-ce que quelque chose est prévu également au niveau du soutien? Un soutien en matière de règlement de litiges.

CHRISTINE ARIDA

Bob, est-ce que je peux donner la parole à quelqu'un d'autre avant de te laisser répondre? Abdeldjalil, vous avez la parole.

ABDELJALIL BACHAR BONG

Avant tout, nous remercions Smart Africa pour tous les efforts sur la question d'AFRINIC qui nous tient à cœur. Et, pour le cas du Tchad, nous avons entrepris des réunions au plus haut niveau. Nous avons mis carrément un comité national qui réfléchit sur cette question et nous avons commencé la première réunion avec les membres, mais nous allons tenir carrément une réunion avec tous les membres ressources d'AFRINIC qui se trouvent au Tchad. Donc, pour cela, donc, juste pour remercier AFRINIC, Smart Africa pour leur leadership dans ce domaine. Merci beaucoup.

CHRISTINE ARIDA

Merci le Tchad. Bob, vous voulez répondre peut-être aux questions qui vous ont été posées avant de passer au point suivant?

BOB OCHIENG

Bien sûr. Alors, comment nous appuyons les candidats et que faisons-nous lorsqu'il y a les ensembles conflictuels? Je crois que c'est vraiment la question que vous avez posée. Et, bien, l'un des

éléments du soutien aux candidats pour faire en sorte que les candidats puissent avancer en cas d'ensembles conflictuels. Et, bien, c'est que nous utilisons... ce qu'on appelle le bit credit. L'intention, bon, les détails ne sont pas encore peaufinés, c'est à dire que nous voulons en fait développer un système de bit credit. De crédit d'office en somme, question qu'il puisse véritablement avoir plusieurs possibilités. Bon, dans le texte final du guide de candidature, vous trouverez les détails finaux. Mais, donc, c'est effectivement par le biais d'un crédit d'office que l'on pourra avancer. Pardon, un crédit d'offre. L'interprète se corrige. Un crédit d'offre. Donc, c'est un tout petit peu l'avantage que nous voulons offrir aux candidats, par exemple, qui pourront passer par une procédure d'enchères.

CHRISTINE ARIDA

Bien. Il nous reste dix minutes, donc je vais passer à notre troisième partie. Et, là, nous allons en fait parler de la voie à suivre et d'une proposition un appel à l'action pour l'Afrique, et puis nous aurons encore un nouveau cycle de commentaires. Je vous en prie.

LACINA KONE

Alors, nous avons en fait une proposition d'appel. Nous avons besoin vraiment d'un soutien pour notre groupe de travail afin de mettre au point, je dirais, un modèle continental pour la gouvernance d'Internet qui va se concentrer sur la cartographie des principaux éléments et sur la définition des rôles des parties prenantes pour proposer aussi une feuille de route pour la

gouvernance d'Internet sur le continent africain dans son ensemble pour s'assurer d'une mise en œuvre et d'un élément sur l'agenda Smart Africa. Alors, nous prévoyons d'avoir une recommandation qui nous permettra en fait de créer une plateforme de coordination pour le GAC Afrique pour que les membres du GAC Afrique puissent mieux structurer leurs discussions et notre contribution de manière plus efficace concernant les thématiques qui sont pertinentes pour notre continent, et cette plateforme devrait faciliter en fait les consultations régulières et garantir une meilleure participation pour les membres africains au GAC. Voilà, ce que nous proposons. Donc, tout d'abord, nous voulons que vous appuyiez effectivement les modèles et puis nous voulons créer une plateforme qui nous permettra effectivement de traiter des thèmes principaux qui nous occupent. J'aimerais remercier l'ICANN pour son soutien continu dans ce processus de développement des capacités et de renforcement des capacités pour qu'effectivement nous puissions garantir un avenir à l'Afrique. Merci de nous avoir invités.

CHRISTINE ARIDA

Merci à Smart Africa. Je crois que en fait, c'est un appel à l'action très intéressant en effet et j'aimerais savoir si vous avez des commentaires à formuler ou si vous souhaitez peut-être réfléchir à la question et peut-être lancer un appel avant l'ICANN 83 question de nous donner le temps de la réflexion, comme je le disais, et de

répondre. Je vous en prie, vous demandez la parole. Devant un micro, s'il vous plaît. C'est à vous.

MARY UDUMA

Je m'appelle Mary Uduma au micro, du Nigéria. Durant l'ICANN 80 me semble-t-il au Rwanda, je crois que c'était l'ICANN 80. On nous a fait des promesses, on a formulé des propositions que Pierre a partagé avec nous et justement l'établissement de relations entre nous à travers Smart Africa, et puis surtout un appui aux parlementaires au sein de l'IGF. Moi, je suis de l'Africa IGF MAG. J'aurais voulu savoir ce qui s'est passé. Est-ce qu'il y a eu un suivi là-dessus où est-ce que nous sommes encore en plein processus? L'année dernière, en 2024, on a parlé avec Smart Africa du programme IGF et je dois dire que rien n'a fonctionné véritablement. Quel a été le progrès réalisé? Quelles sont les perspectives d'avenir?

CHRISTINE ARIDA

Merci beaucoup. Merci pour cette question. Je ne suis pas sûr que l'on puisse répondre à cette question. Peut-être qu'il faudrait la soulever lors de ce qu'on appelle l'espace Afrique.

MARY UDUMA

Et, bien, c'est durant justement l'Africa Space évidemment que Pierre nous a partagé ses observations. J'étais en ligne.

CHRISTINE ARIDA

Oui, c'est justement ce que je disais. Je crois que c'est une question qu'il faut effectivement soulever lors de la réunion espace africain, parce que ce n'est pas ici le bon forum.

PIERRE DANDJINOU

Alors, c'est vrai que cette fois ci, nous n'organisons pas d'espace Afrique, il faudra attendre l'ICANN 83. Donc, je peux répondre. Mais, c'est vrai que nous avons une sorte d'espace Afrique dans le cadre de nos discussions actuelles. Concernant le réseau de parlementaires, les choses ont avancé en fait. Bon, vous savez qu'il y a eu effectivement une session de développement au renforcement des capacités en ligne pour les parlementaires et pour les gouvernements. Cela fait partie du paquet que nous avons évoqué au sein de Smart Africa. Alors, nous organisons des ateliers sur des questions de gouvernance d'Internet, les questions IG comme on les appelle. Et, puis, la question est de savoir comment effectivement aider tous ces représentants à participer aux réunions, et, là, nous restons à votre disposition.

CHRISTINE ARIDA

Bon, je vois que Nico est au fond de la salle, donc je parle sous son contrôle. Je crois que nous avons un réseau des parlementaires africains sur la gouvernance internet qui vient de rejoindre le GAC. Non, c'est bien correct? Donc, là, il y a effectivement des activités qui sont prévues au titre du GAC à ce sujet. Une question, je vous en prie.

VINCENT NGUNDI

Vincent Ngundi, représentant au GAC pour l'écoute du Kenya. Merci beaucoup pour cette session qui traite de questions très importantes en matière de gouvernance d'Internet en Afrique. Alors, c'est vrai que nous sommes en pleine transformation numérique et la stabilité et la sécurité des ressources. Internet délégué est très importante. Et, on parle des ressources numérisées, mais aussi des [inaudible]. Et, bien, tout cela reste d'une absolue importance pour vraiment réaliser ce programme pour l'Afrique, d'une importance absolue. Pardon? Alors, nous saluons les efforts de Smart Africa autour de la communauté Internet en Afrique pour s'assurer que nous pourrions arriver à créer des institutions fortes pour le continent africain. Et, le fait que les défis d'AFRINIC aient été portés à la connaissance des chefs d'État et de gouvernement, et bien c'est quelque chose qui est très, très important. C'est un jalon. Nous l'avons appelé de nos vœux depuis très longtemps. Voilà, Cela met en exergue évidemment l'importance des ressources Internet dans notre transformation numérique et aussi pour la transformation économique de l'Afrique. Et, nous offrons notre soutien en tant que Kenya pour la constitution d'un conseil pour les autorités de gouvernance de l'Internet. Alors, vous avez parlé d'un modèle. Dès que nous pourrions nous organiser en tant que communauté Internet africaine, et bien et bien mieux, ce sera. Je voulais vous remercier encore une fois pour tous les efforts que vous avez véritablement menés. Alors, c'est vrai, lorsque vous avez commencé à affronter les défis autour d'AFRINIC, et bien cela nous

permettra d'avancer. Les questions de ccTLD sont vraiment d'une importance première pour la communauté, pour les institutions gouvernementales. Il s'agit en fait d'infrastructures critiques. L'utilisation de ccTLD, et bien comme je le disais, sont un enjeu vraiment de première importance. Donc, nous nous réjouissons de pouvoir poursuivre les discussions au niveau africain.

CHRISTINE ARIDA

Il nous reste deux minutes. Dernière question.

KUNLE OLORUNDARE

Merci beaucoup de me donner la parole. Kunle, je viens du Nigeria. Je suis très heureux d'entendre parler de cette idée d'un modèle pour l'Afrique. J'aimerais justement parler de cette question. Je crois que c'est quelque chose dont nous avons vraiment besoin et je me pose la question. Je sais que vous allez bien créer ce modèle, mais alors il faut mobiliser les parties prenante. Parce que si vous voulez un modèle qui soit utilisé par les Africains, et bien les Africains doivent pouvoir participer aux travaux d'élaboration de ce modèle puisqu'eux savent ce dont ils ont besoin le plus et savent l'importance de ce parcours ou des technologies numériques de la gouvernance d'internet. Alors, si vous parlez de modèle, il faudra effectivement mobiliser les parties prenantes qui auront besoin de nouveaux gTLD, etc. Et surtout lorsqu'on parle de l'économie numérique qui est en pleine expansion en Afrique. Donc, voilà, il faut lancer des consultations avec toutes les parties prenantes si l'on veut aboutir à un modèle et je crois que ce modèle sera

vraiment utile et utilisé à des fins de renforcement des capacités, par exemple pour pouvoir organiser des séminaires, des webinaires à ce sujet, donc je crois que c'est vraiment une voie en deux sens.

CHRISTINE ARIDA

Alors, je peux vous demander de terminer.

KUNLE OLORUNDARE

Oui, oui, je termine. J'essaie de plaider en faveur de la participation des Africains dans la préparation du modèle et en même temps, ce modèle devrait être utilisé pour renforcer les capacités des Africains. Merci beaucoup.

CHRISTINE ARIDA

Je vous donne la parole pour que vous puissiez répondre, chers collègues, ici à l'estrade.

LACINA KONE

Merci. Ce plan directeur, ce n'est pas une approche descendante, mais une approche ascendante. Ce plan directeur, c'est le résultat des travaux du groupe de travail. C'est la raison pour laquelle il y a eu une session avant celle-ci dans un autre bâtiment et nous avons invité beaucoup d'individus pour qu'il y ait beaucoup de contributions, mais il y a un consultant qui va nous aider à structurer nos idées. Mais, tout va venir du niveau local, des

individus et on va réfléchir à la façon dont on pourra améliorer nos travaux. Merci.

CHRISTINE ARIDA

Alors, nous avons la mailing liste des membres du GAC pour l'Afrique. On peut partager ce plan directeur par le biais de cette liste et poursuivre la discussion. Ceci dit, je vous remercie de votre participation et vous souhaite une bonne soirée. Merci aux orateurs. Au revoir.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]